

LA DYNAMIQUE DES CRITIQUES CHEZ LES AGRICULTEURS BIOS

Jean Nizet, Denise Van Dam, Marcus Dejardin

Jean Nizet est professeur à l'université de Namur, à l'université catholique de Louvain et dans plusieurs universités africaines. Il a publié récemment *La sociologie de Anthony Giddens*, (La Découverte, coll. Repères, Paris, 2007) et *Les performances des organisations africaines. Pratiques de gestion en contexte incertain*, (L'Harmattan, Paris, en coordination avec F. Pichault, 2007).

Denise Van Dam est psychologue et docteur en sociologie. Elle enseigne à l'université de Namur, où elle coordonne un projet sur le développement durable. Elle est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur le thème de l'identité culturelle en Wallonie et en Flandre. Elle a publié *Les agriculteurs bios, vocation ou intérêt ?*, (Presses universitaires de Namur, Namur, 2005).

Marcus Dejardin est docteur en économie, membre scientifique du Centre de recherches en économie régionale et politique économique. Il enseigne à l'université de Namur, Saint-Louis à Bruxelles, à l'université catholique de Louvain, ainsi qu'à Erasmus Universiteit Rotterdam. Ses recherches, donnant lieu à publication dans des revues internationales, portent sur les dynamiques entrepreneuriales et territoriales.

Résumé :

Les agriculteurs bios que nous avons interviewés formulent, à l'égard de la société, des critiques nombreuses et souvent très construites. Dans un premier temps, nous décrivons ces critiques en montrant qu'elles sont dirigées vers les différentes institutions qui, selon Giddens, caractérisent la société moderne. Dans un second temps, nous cherchons à rendre compte de la manière dont ces critiques naissent et se développent chez les acteurs : ce que nous appelons la dynamique des critiques. Une première hypothèse, toujours inspirée de Giddens, lie la dynamique des critiques à la réflexivité des acteurs. Elle se révèle moins intéressante qu'une seconde hypothèse, inspirée de Touraine, qui lie cette dynamique aux relations que les acteurs développent lorsqu'ils agissent avec d'autres.

Abstract :

The farmers involved in organic agriculture that we have interviewed express, as regards the human society, several and regularly elaborated criticisms. As a first step, we describe these criticisms by showing that they are directed to the various institutions characterizing, according to Giddens, the modern society. In a second step, we try to give an account of how these criticisms are born and grow within agents: what we call the dynamic of the criticisms. A first hypothesis, once again inspired by Giddens, links this dynamic to the reflexivity of agents. It reveals less interesting than a second hypothesis, based on Touraine, which connects the dynamic to the relations that agents develop when acting with others.

Mots clés : agriculture bio, critique, mouvement social, appartenance, opposition
organic agriculture, criticism, social movement, adherence, opposition

LA DYNAMIQUE DES CRITIQUES CHEZ LES AGRICULTEURS BIOS

Cette contribution porte sur les critiques que des agriculteurs bios interviewés énoncent à l'égard de plusieurs aspects de la société. Après avoir fixé le cadre théorique et méthodologique de l'étude

(section 1), nous décrivons le contenu des critiques (section 2), en montrant qu'elles sont dirigées vers les quatre institutions qui, selon le sociologue Anthony Giddens, caractérisent la société moderne : le capitalisme, l'industrialisme, la surveillance et la puissance militaire. Nous cherchons ensuite (section 3) à rendre compte de la manière dont ces critiques naissent et se développent chez les acteurs : ce que nous appelons la dynamique des critiques. Une première hypothèse, également inspirée de Giddens, lie la dynamique des critiques à la réflexivité des acteurs. Elle se révèle moins intéressante qu'une seconde hypothèse, inspirée librement de Touraine, qui lie cette dynamique aux relations que les acteurs développent lorsqu'ils agissent avec d'autres. Enfin (section 4), nous discutons les résultats de nos analyses.

LE CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Au plan théorique, la contribution tente d'intégrer, ou au moins de mettre en débat, des apports assez diversifiés, essentiellement sociologiques.

Le premier apport concerne la notion même de critique. Elle est reprise à Boltanski et Chiapello (1999). Ces auteurs s'intéressent aux idéologies dominantes qui accompagnent les différents stades de l'évolution du système capitaliste, ce qu'ils appellent les « esprits du capitalisme ». Ces « esprits » ont pour fonction d'impliquer les travailleurs, en particulier les cadres, dans ce système. Mais comme le système capitaliste occasionne des dégâts, tant individuels (pertes d'autonomie, d'authenticité) que collectifs (inégalités, domination, exploitation), il génère aussi des critiques de la part de certains acteurs qui s'indignent de ces coûts humains et qui les dénoncent (Boltanski et Chiapello, 1999, p66-90).

Si nos interviewés émettent effectivement des critiques, celles-ci ne sont pas dirigées uniquement vers la composante « capitaliste » de notre société. (Rappelons que pour Boltanski et Chiapello, le capitalisme se définit par deux traits : d'une part, par l'accumulation illimitée des richesses et d'autre part, le salariat). Les critiques de nos interviewés sont plus diversifiées. Par exemple, nombreux sont ceux qui s'indignent des multiples contrôles dont ils sont l'objet de la part des autorités publiques nationales ou européennes. La théorie de Boltanski et Chiapello apparaît donc ici trop limitée.

Nous la complétons par un second apport théorique, repris à Giddens.

Dans plusieurs de ses ouvrages (Giddens, 1985 ; Giddens, (1990) 1994), ce sociologue s'interroge sur les caractéristiques de ce qu'il appelle la « modernité », à savoir les modes d'organisation sociale qui sont apparus en Europe vers le dix-septième siècle et qui tendent depuis lors à se répandre sur toute la planète. Cette société moderne se caractérise par quatre types d'institutions : le capitalisme, certes – il rejoint ici Boltanski et Chiapello – mais aussi ce qu'il appelle l'industrialisme, la surveillance et la puissance militaire. Cette théorie de la modernité sera notre référence principale, lorsqu'il s'agira, dans la deuxième section de cet article, de décrire les critiques énoncées par les agriculteurs bios.

Les troisième et quatrième sections, de portée explicative, consistent à tenter de rendre compte de ces critiques, plus précisément à en expliquer la dynamique. Deux pistes de recherche sont explorées. La première se réfère également à Giddens, puisqu'elle considère les critiques comme des expressions de la réflexivité de l'acteur individuel. En effet, si ce sociologue s'interroge sur les institutions (cf. le volet de sa théorie évoqué ci-dessus), il s'intéresse aussi aux acteurs individuels dont un des traits fondamentaux est précisément leur réflexivité, c'est-à-dire leur capacité d'orienter leurs conduites (Giddens, (1984) 2005, p. 3451).

Cette première hypothèse se révélera insuffisante. Sa limite principale est de trop isoler l'individu de son contexte relationnel. En effet, les critiques observées chez nos interviewés renvoient souvent aux relations qu'ils nouent en agissant avec d'autres. D'où notre seconde hypothèse, qui précisément tente d'expliquer la dynamique des critiques à partir des relations que les acteurs développent lorsqu'ils agissent collectivement. La référence à Touraine se révèle utile ici. Nous utilisons assez librement la distinction qu'il propose entre trois principes intervenant dans l'analyse de ce qu'il appelle les mouvements sociaux : principe d'identité, d'opposition et de totalité. Le principe d'identité désigne la définition que le mouvement donne de lui-même ; le principe d'opposition la manière dont il se

¹ Lorsque nous nous référons à des ouvrages en langue anglaise dont il existe une traduction française, nos indications de pages renvoient à la traduction française.

représente son adversaire et le principe de totalité la manière dont il définit l'enjeu de son action (Touraine, 1973, p360-368).

D'un point de vue méthodologique, la recherche s'appuie sur des interviews semi-directives approfondies menées auprès d'un échantillon de 24 agriculteurs (céréaliers et/ou laitiers et/ou maraîchers) et viticulteurs bios, dans différentes régions de Belgique (Wallonie, Flandre) et de France (Picardie, Nord-Pas de Calais, Alsace).

LE CONTENU DES CRITIQUES

Dans cette première section, de portée essentiellement descriptive, nous passons en revue les propos des interviewés par rapport aux quatre institutions de la modernité. Nous aborderons, dans l'ordre, l'industrialisme, le capitalisme, la surveillance et la puissance militaire. Elles sont, selon Giddens, le théâtre de relations de pouvoir inégalitaires, autrement dit, de formes de domination (Giddens, (1984) 2005, p318-319). On peut donc considérer, en transposant le raisonnement de Boltanski et Chiapello restitué plus haut, qu'elles produisent également des dégâts humains, qui suscitent des critiques. Nous en faisons le relevé ci-dessous, en évoquant également d'autres prises de position – que l'on peut qualifier de plus « neutres » ou de plus « favorables » – par rapport aux quatre mêmes institutions de la modernité.

L'INDUSTRIALISME

Commençons par examiner les prises de position de nos interviewés par rapport à l'institution que Giddens dénomme l'industrialisme. Ce terme désigne l'usage des sources d'énergie (charbon, pétrole, électricité), ainsi que des machines et autres technologies (les TIC), en vue de produire des biens sur une large échelle (Giddens, (1990) 1994, p61-63). L'industrialisme s'appuie largement sur le développement des sciences de la nature : physique, chimie, etc. Progressivement, la logique de l'industrialisme a englobé de plus en plus d'aspects de la vie en société : les objets de consommation, certes, mais aussi les moyens de communication et de transports, l'urbanisme, la production des armes et – ce qui nous concerne directement ici – l'agriculture. Il a ainsi transformé l'ensemble de notre environnement matériel, qui est devenu un « environnement créé »; en ce sens, nous vivons aujourd'hui « la fin de la nature » (Giddens, 2003, p27).

Nos interviewés ne sont pas opposés au principe du développement scientifique et technique. Comme le déclare un agriculteur : « nous sommes pour la recherche scientifique, nous avons besoin de scientifiques, on n'est pas dans l'obscurantisme ». Plusieurs interviewés ont d'ailleurs des contacts avec des milieux de recherche – tel cet agriculteur qui accueille en stage, dans sa ferme, des étudiants en agronomie – ou cherchent à mettre au point des technologies qui peuvent les aider, ainsi que leurs collègues, dans leur activité professionnelle – par exemple, cet interviewé qui essaie de mettre au point un programme informatique qui modélise la rotation optimale des cultures.

En revanche, les agriculteurs et viticulteurs bios dénoncent unanimement la place considérable qu'a prise la chimie dans l'agriculture conventionnelle : « l'agriculture qui n'est pas bio, pour moi, elle est chimique. Il ne faut pas avoir peur des mots. Toute la solution se trouve dans l'éprouvette ». Et surtout, ils critiquent les méfaits de ce type d'agriculture sur la qualité des produits, sur l'environnement, ou encore sur la santé. Concernant ce dernier point, un des interviewés – sur le récit duquel nous reviendrons plus bas – s'est trouvé pendant plusieurs jours paralysé du visage, suite à l'usage de pesticides : « ce que j'ai découvert, c'est qu'on nous met entre les mains, nous agriculteurs, des substances d'une dangerosité inqualifiable ».

À la suite du sociologue allemand Beck ((1986) 2002), Giddens suggère que l'industrialisme a un impact profond sur le type de risques auxquels nous sommes confrontés. Si nos sociétés sont parvenues à mieux maîtriser les risques « externes » qui tiennent aux menaces que la nature fait peser sur l'existence humaine (famines, inondations, etc.), nous sommes par contre, plus

qu'auparavant, exposés aux risques « fabriqués » qui découlent précisément des interventions humaines sur la nature.

Ce sont effectivement ces risques « fabriqués » qui suscitent les appréhensions de nos interviewés : pollution des terres, risques d'irradiation nucléaire, risques liés au réchauffement de la planète, au développement des OGM, etc.

Beck avance l'hypothèse que les risques nouveaux ne sont pas immédiatement perçus et que leurs effets ne se cantonnent pas à un groupe social et/ou à un espace limités (Beck, (1986) 2001, p48-49, 62-66). Nos interviewés relativisent ce point de vue : s'ils pointent des risques qu'ils partagent avec d'autres populations, ils en soulignent d'autres – ceux notamment liés à l'usage des pesticides – auxquels ils sont nettement plus exposés que les autres groupes sociaux, comme en témoignent les récits faisant état de maladies qui les ont touchés, eux, leurs proches ou encore leurs collègues.

CAPITALISME, SURVEILLANCE ET PUISSANCE MILITAIRE

Quelle attitude les interviewés adoptent-ils par rapport au capitalisme ? Nous nous centrerons sur un des aspects – à vrai dire central – de cette deuxième institution : la recherche du profit. Dans quelle mesure nos interviewés valorisent-ils ce but et/ou le poursuivent-ils effectivement ? Dans quelle mesure, au contraire, le critiquent-ils ?

Pour bon nombre d'interviewés, la décision de s'engager dans l'agriculture biologique a été motivée, entre autres, par des considérations économiques. D'une part, ils en sont venus, au cours de leur évolution personnelle, à penser que l'agriculture biologique serait pour eux plus rentable que l'agriculture traditionnelle. D'autre part, leur installation en tant qu'agriculteur bio – ou leur reconversion vers le bio – leur permettait de bénéficier d'une prime. Ceci indique que le but de profit est poursuivi par la plupart de nos interviewés. Mais il n'occupe pas pour autant l'essentiel de leurs préoccupations. Pour parler comme Mintzberg, la rentabilité ne fonctionne pas comme but premier, mais plutôt comme une contrainte qui doit être rencontrée pour poursuivre d'autres buts (Mintzberg, (1983) 1986, p352-358). Un interviewé déclare à ce propos : « Ce qu'on recherche, c'est une philosophie, une manière de vivre. On recherche un revenu, bien sûr, pour en vivre, mais ce n'est pas ça l'élément principal ».

Le profit et, plus largement, le capitalisme, font également l'objet de critiques de la part de nos interviewés. Plusieurs se plaignent, comme cet arboriculteur, du « système individualiste [qui pousse] à gagner de l'argent à tout crin, dans n'importe quelle condition, et [qui recourt] à l'exploitation des gens ». On est ici très proche du type de critiques théorisées par Bostanski et Chiapello (1999).

Les critiques de nos interviewés se tournent aussi vers l'État. Giddens considère qu'une des caractéristiques importantes de la plupart des États contemporains est de disposer de capacités de surveillance très développées, qui reposent sur l'appareil législatif et réglementaire, mais aussi sur la masse des données qu'il collecte concernant les individus (leur situation familiale et professionnelle, leurs revenus, leur scolarité, l'usage qu'ils font des services médicaux, etc.). Ceci permet une surveillance portant sur un grand nombre de domaines de l'existence, une surveillance qui va souvent jusque dans le détail des activités quotidiennes (Giddens, 1985, p178-181).

Chez nos interviewés, le débat concernant cette troisième institution de la modernité se polarise sur la question des contrôles. Les points de vue sont ici très contrastés. Une moitié environ des interviewés – principalement les viticulteurs et arboriculteurs – acceptent les contrôles : ceux-ci introduisent, de leur point de vue, une forme de transparence et représentent une garantie pour les consommateurs. En revanche, chez la plupart des agriculteurs qui produisent des céréales, ou encore du lait et ses dérivés, on fustige les réglementations nationales et européennes ainsi que les contrôles auxquels elles donnent lieu : « on a énormément de contrôles. Ils contrôlent chaque fromage vendu, chaque pot de crème... Il y a des fois, j'ai vraiment envie de les envoyer paître. On produirait du cannabis, on se ferait moins contrôler ».

Les institutions militaires, ainsi que la préparation et la conduite de la guerre, constituent pour Giddens une quatrième institution qui a d'énormes répercussions sur les sociétés modernes (Giddens, 1985, p222-254). Cette institution, moins présente que les trois autres dans notre matériau de recherche, suscite néanmoins diverses prises de position de la part de nos interviewés. Plusieurs soulignent combien les pénuries alimentaires durant la seconde Guerre mondiale et les quelques

années qui l'ont suivie ont été déterminantes dans la promotion et l'acceptation, par les populations, de l'agriculture intensive, en France tout particulièrement. D'autres ont défendu dans le passé et/ou continuent à défendre des positions antimilitaristes ; deux d'entre eux au moins ont été objecteurs de conscience.

Synthèse des prises de position par rapport aux institutions de la modernité

Le tableau 1 résume les principales prises de position de nos interviewés par rapport aux quatre institutions de la modernité. Les unes sont relativement neutres, voire dans certains cas favorables. Les autres constituent des critiques.

Tableau 1 - Les prises de position des interviewés par rapport aux institutions de la modernité

Institutions de la modernité	Attitudes favorables ou neutres	Attitudes critiques
Industrialisme	Généralement favorables au principe du développement scientifique et technique	Dénoncent unanimement l'impact négatif des technologies sur l'environnement et la santé et, en particulier, l'usage des produits chimiques dans l'agriculture conventionnelle
Capitalisme	Acceptent généralement la contrainte du profit	Une minorité dénonce la primauté accordée, dans notre société, à l'enrichissement personnel
Surveillance	Pour environ une moitié, les contrôles sont nécessaires	Pour une autre moitié, les contrôles sont inacceptables
Puissance militaire	Une minorité note l'influence de la guerre sur le développement de l'agriculture conventionnelle	Une minorité adopte des attitudes antimilitaristes

Ces analyses conduisent à deux conclusions. D'abord, elles font apparaître que les quatre institutions de la modernité constituent, pour nos interviewés, des enjeux d'importance inégale. C'est assurément l'industrialisme qui constitue l'enjeu principal : en témoigne notamment le nombre de prises de position qui s'y réfère, ainsi que l'implication affective des interviewés lorsqu'ils en débattent. Suivent, dans l'ordre, la surveillance, le capitalisme et enfin la puissance militaire.

Ces analyses font également apparaître, pour chaque enjeu, une proportion différente de prises de position favorables ou neutres, d'une part, et de critiques, de l'autre. Les critiques sont proportionnellement les plus nombreuses à l'égard de l'industrialisme, puis à l'égard de la surveillance et de la puissance militaire, puis enfin à l'égard du capitalisme. Notons aussi que, d'un point de vue global, les critiques l'emportent sur les prises de position favorables ou neutres ; c'est à elles que nous nous attachons dans les deux sections suivantes de cet article.

LA DYNAMIQUE DES CRITIQUES

Après ce relevé relativement statique, ou si l'on veut, après cette « photo » des critiques émises par nos interviewés, tentons à présent de monter un « film » qui saisisse ce que nous avons appelé leur dynamique, à savoir la manière dont elles apparaissent, dont elles se développent, s'intensifient, s'étendent, ou se réduisent. Deux hypothèses retiendront successivement notre attention.

LA DYNAMIQUE LIÉE À LA RÉFLEXIVITÉ

Plusieurs sociologues se sont intéressés aux « bonnes raisons » qui motivent les comportements des acteurs (Boudon, 1992, p34-35), aux « justifications » qu'ils fournissent de leurs actions (Boltanski et Thévenot, 1991, p420-421) ou encore au « contrôle réflexif » qu'ils exercent sur leurs conduites

(Giddens, (1984) 2005, p33). Tous ces chercheurs s'accordent à reconnaître chez les acteurs une capacité de comprendre et, dans une certaine mesure au moins, d'explicitier les significations de leurs actions.

Une première manière d'étudier les critiques et, le cas échéant, d'en saisir la dynamique, consiste à les considérer comme relevant de cette activité réflexive. Les critiques – au même titre, d'ailleurs, que des prises de position plus favorables par rapport aux institutions de la modernité – sont donc considérées, dans cette hypothèse 1, comme l'expression du sens que les acteurs accordent à leurs conduites individuelles. Illustrons cette hypothèse à partir d'un premier cas, celui de l'éleveur Jean Dorval.

Cas 1 : Dorval (extrait 1)

Pour Dorval, le choix du bio est lié, au départ à « une réflexion purement économique : peut-être que je vais m'en sortir mieux en faisant du bio parce qu'il y a de la valeur ajoutée, etc. ». Mais il avait aussi, dès le début, « un souci environnemental », qu'il explicite ainsi : « Je m'estime assez proche de la nature. Même avant, lorsque je traitais, je voyais bien que ce n'était pas tellement bien. Et également pour ma santé, à titre personnel. Lorsque vous traitez toute une journée, le soir, vous avez mal au crâne [...] Ensuite est venu l'aspect alternatif des choses. C'est-à-dire que, vraiment, j'ai commencé à comprendre que ça pouvait fonctionner différemment, qu'on pouvait travailler différemment, qu'on pouvait ne plus faire travailler les mêmes personnes, et justement influencer la société d'une manière plus large à travers ses actes quotidiens d'achat. En tant que consommateur pour manger, par exemple, mais aussi en tant que professionnel, plutôt que de faire travailler les firmes phytopharmaceutiques pour acheter des produits, ben, je ne fais plus travailler personne ».

Cet extrait illustre bien l'hypothèse 1: on observe que Dorval articule étroitement d'un côté, les critiques qu'il énonce par rapport aux institutions de la modernité, et de l'autre, certains comportements qu'il pose. Par exemple, la dénonciation des méfaits des pesticides sur la santé (critique de l'industrialisme) renvoie clairement à l'expérience du mal de tête, le soir des journées où Dorval a traité chimiquement ses cultures. Ou encore, sa critique du rôle des firmes phytopharmaceutiques (à nouveau critique de l'industrialisme, peut-être liée également à une critique du capitalisme) est étroitement articulée à sa décision de se passer de leurs produits. Ce qui vaut pour les critiques vaut aussi pour les prises de position favorables aux institutions. Ainsi, sa décision de faire du bio est étroitement liée à « une réflexion purement économique » (attitude favorable par rapport au capitalisme).

Cette hypothèse, qui lie les critiques à la réflexivité des acteurs, présente selon nous d'importantes limites. D'une part, si elle jette un éclairage global sur ce que sont les critiques, elle apparaît tellement générale qu'on ne voit pas comment elle peut nous aider à analyser de manière quelque peu précise ce que nous avons appelé la dynamique des critiques. Et les hypothèses complémentaires que Giddens énonce sur les formes que prend la réflexivité dans les sociétés modernes avancées (Giddens, (1990) 1994 ; Giddens, 2004 ; Nizet, 2007, p68-78, 87-91) ne nous aident pas davantage. Par ailleurs, la portée de l'hypothèse reste limitée : très souvent dans les entretiens, les acteurs lient leurs critiques non pas à des comportements qu'ils ont posés en tant qu'individus isolés, mais bien plutôt à des relations qu'ils ont avec d'autres, en particulier quand ils agissent collectivement. Il est d'ailleurs significatif que Dorval qui, dans l'extrait précédent, semble illustrer parfaitement la première hypothèse, tienne à un autre moment de l'entretien un propos qui nous oriente nettement dans cette seconde direction².

Cas 1 : Dorval (extrait 2)

Antérieurement dans l'entretien, l'intervieweur demande à Dorval pourquoi il s'est intéressé à la culture biologique. Il répond ceci : « C'est aussi parce que j'ai commencé à me politiser [...] Je me suis politisé parce que j'ai rencontré des gens avec qui j'ai discuté, qui m'ont amené à réfléchir différemment ».

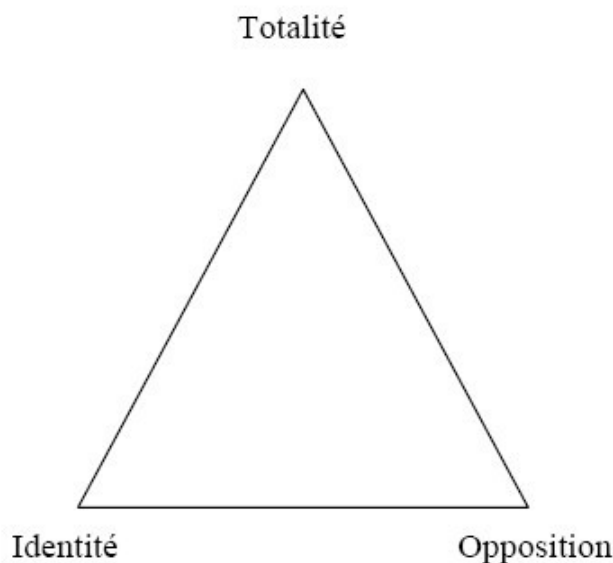
² Il n'est pas sans intérêt non plus de noter le contexte dans lequel intervient l'extrait 1 Dorval nous explique qu'à un moment de sa trajectoire, il a été rejeté par son entourage : il était devenu, aux yeux des agriculteurs conventionnels, le « vilain petit canard ». Et il poursuit « donc effectivement, un fossé s'est installé, et il a fallu que je ne compte que sur moi-même ». Il est donc probable que, si certaines déclarations de Dorval semblent se rattacher à l'hypothèse 1, c'est en partie parce qu'il se trouve – temporairement – dans une situation de relatif isolement.

LA DYNAMIQUE LIÉE À L'ACTION COLLECTIVE

Voyons donc à présent comment la dynamique des critiques peut se rattacher aux relations que les individus engagent quand ils agissent avec d'autres. Pour traiter cette hypothèse 2, nous nous inspirons librement d'une distinction proposée par Touraine, qui propose de décrire les mouvements sociaux en recourant à trois « principes »: d'identité, d'opposition et de totalité.

Pour rappel, le principe d'identité désigne la manière dont le mouvement social se définit lui-même : selon les cas, « les pauvres » ou « la classe ouvrière », etc. Le principe d'opposition désigne la manière dont le mouvement définit son adversaire, par exemple « les capitalistes », etc. Quant au principe de totalité, il désigne l'enjeu qui à la fois relie et oppose le mouvement à son adversaire, par exemple, « un meilleur partage des fruits de la croissance » (Touraine, 1965, p160-164 ; 1973, p360-368).

Figure 1: Schéma de Touraine



Ceci donne le schéma correspondant à la figure 1. Selon Touraine, il présente l'intérêt de mettre l'accent sur le conflit qui est constitutif des mouvements sociaux (Touraine, 1973, p361-363). Dans le cadre de notre recherche, il permet de mieux tenir compte de ce même conflit dans l'explication de la genèse et du développement des critiques. Nous suggérons toutefois de réaménager le schéma tourainien pour qu'il corresponde mieux aux besoins de nos analyses.

Ainsi, nous proposons de remplacer ce que Touraine appelle le principe de totalité précisément par ce que nous avons appelé, suite à Boltanski et Chiapello, les critiques. Par ailleurs, dans la définition du principe d'identité – que nous préférons remplacer par le concept d'appartenance³ – nous suggérons de tenir compte, en plus des définitions fournies par les acteurs de leur(s) groupe(s) d'appartenance, également des relations effectives qu'ils développent dans le cadre de celui-ci (ceux-ci). Il en est de même pour le principe d'opposition – nous gardons ici le terme de Touraine – et nous tenons compte autant des relations effectives qui se développent face à (aux) l'adversaire(s) que de la définition que l'on donne de lui (d'eux). Enfin, nous préférons écrire les trois termes au pluriel : nous devons en effet nous attendre à ce qu'un même acteur, non seulement énonce plusieurs critiques, mais aussi, ait

³ La notion d'identité présente le désavantage d'être trop polysémique : on peut parler d'identité *individuelle* tout comme d'identité *collective* (Bagguley, 1999) ; par ailleurs, cette notion se réfère tout autant à la *similitude* aux autres qu'à la *différenciation* avec ces mêmes autres (Lipianski, 1992, p7-8). Plus fondamentalement, nos aménagements de la distinction tourainienne se justifient par le fait que nous restons centrés, dans les analyses qui suivent, sur les acteurs individuels, tandis que Touraine situe son analyse au niveau des rapports entre acteurs collectifs.

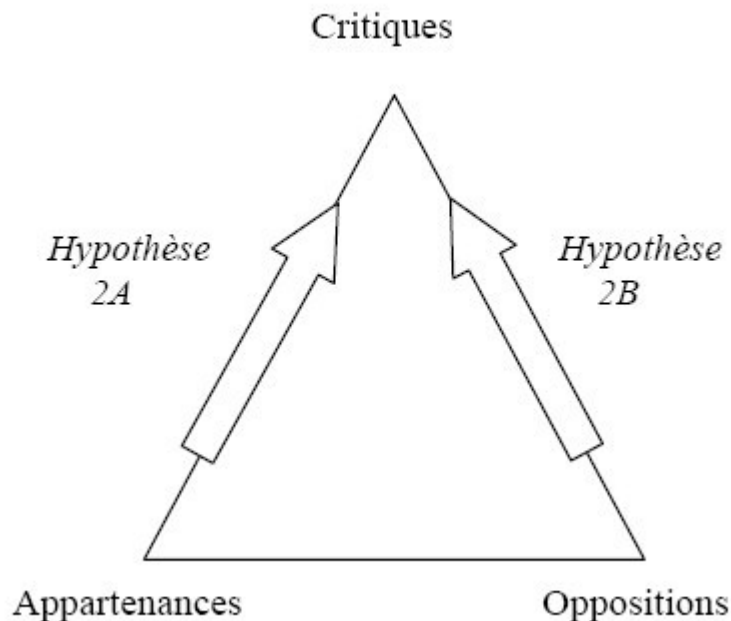
plusieurs appartenances et soit engagé dans plusieurs relations conflictuelles. Le triangle, ainsi redéfini, nous invite à distinguer deux sous-hypothèses :

- 2A. La dynamique des critiques s'explique par la manière dont les acteurs définissent leur(s) groupe(s) d'appartenance et par les relations qu'ils y développent.

- 2B. Elle s'explique également par la manière dont les acteurs définissent leur(s) adversaire(s) et par les relations qu'ils développent face à lui (eux).

Nous pouvons les représenter de la manière suivante :

Figure 2: Hypothèses 2A et 2B



Les effets des appartenances

Examinons d'abord les appartenances et leur impact sur la dynamique des critiques. Le cas du maraîcher Nicolas Grévisse peut nous y aider.

Cas 2 : Grévisse

* Au cours de l'entretien, Grévisse nous explique son activité de maraîcher et la manière dont il commercialise les légumes qu'il produit : sur des marchés locaux, ainsi que par le biais d'associations reliant producteurs et consommateurs (les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, AMAP). Il est favorable aux circuits courts qui présentent l'avantage de limiter la pollution due aux déplacements (critique de l'industrialisme). Il se plaint aussi qu'« aujourd'hui, toute la reconnaissance, elle est faite uniquement sur l'argent, sur l'économie » (critique du capitalisme).

* Il nous dit avoir le « sens du collectif ». Il participe volontiers aux colloques, journées d'étude : « j'aime bien parce que c'est des moments où on apprend des choses techniquement et fondamentalement ». Il a eu aussi, antérieurement, beaucoup de contact dans le milieu associatif ; il a par exemple rencontré des membres d'un mouvement pacifiste : « il y a eu des soutiens de gens qui avaient renvoyé leurs papiers militaires. Et donc, ça fait se poser des questions par rapport à ça aussi. Finalement, j'ai fait objecteur de conscience aussi. Tout ça, ça s'est fait par des rencontres qui se sont faites au fur et à mesure [...]. Toutes ces petites choses, à gauche et à droite, ça a amené à cela. Ce n'est pas quelque chose de réfléchi [...] non, c'est un cheminement ».

On voit toute l'importance de ce que Grévisse appelle les « rencontres », les « échanges », les « contacts », plus généralement le « sens du collectif », dès lors qu'il s'agit de comprendre l'évolution des critiques qu'il adresse aux différentes institutions de la modernité. C'est à l'occasion des colloques, des journées d'étude, qu'il apprend des choses « fondamentalement ». Plus précisément, il suggère

en particulier que la rencontre avec des personnes appartenant à un groupement qui prône la non-violence a été à l'origine du développement, chez lui, d'une critique de ce qu'on a appelé plus haut la puissance militaire.

Cette même hypothèse 2A est également illustrée par le cas de l'agriculteur céréalier Marcel Lebon.

Cas 3 : Lebon

* Lebon nous fait part des événements qui ont été déterminants dans le passage de son exploitation de l'agriculture traditionnelle vers l'agriculture bio. Le pesticide qu'il employait à l'époque lui a occasionné une paralysie du visage qui a duré plusieurs jours. Comme représentant de la coopérative, il s'est rendu à une réunion organisée par l'entreprise qui commercialise le produit et a expliqué l'incident au représentant. Pour celui-ci, il s'agissait de « sensations faciales subjectives » ; il lui a conseillé de porter un masque... « Alors là, j'ai bloqué, j'étais furieux, ... "des sensations subjectives", c'est donc dans ma tête que ça se passe [...] Et en rentrant à la maison et en discutant avec mon épouse qui était déjà très sensibilisée à un certain nombre de ces problématiques, on s'est dit : bon, il n'y a pas 50 solutions, on remet en cause ce modèle ».

* Quelques années plus tard, il s'engage dans un groupe d'agriculteurs bio qui existait dans le cadre du syndicat. Il y découvre « une écoute de l'autre, un rapport humain qui m'a vraiment fait plaisir ». Il nous décrit aussi l'animateur du groupe « quelqu'un de très performant », qui lui a donné confiance. Cela a changé sa perception des problèmes que rencontre l'agriculture : « Aujourd'hui, on est sur le projet de développement. On a changé d'échelle. Pensons par exemple aux OGM [...] L'Europe va passer à un pourcentage plus élevé et on peut être très vite touchés et donc dans l'impossibilité de produire en bio. Mais l'approche qu'on essaie d'avoir c'est plutôt pragmatique. C'est de se dire : la mondialisation et les négociations au sein de l'OMC mettent en place une démarche qui va beaucoup plus vite. Donc, si on veut exister, on a aussi l'obligation de ne plus faire du nombrilisme, mais d'être sur l'ensemble des champs d'activité ».

Laissons provisoirement de côté l'épisode du conflit avec le représentant de la firme de produits phytosanitaires, pour nous attacher à l'épisode qui décrit l'action du groupe syndical. Là encore, ce sont bien des relations dans le cadre de ce qu'on peut appeler le groupe d'appartenance – l'« écoute de l'autre », l'efficacité du travail de l'animateur – qui amènent Lebon à s'engager dans l'action, mais aussi à modifier son « approche » dans le sens d'un plus grand « pragmatisme », d'un changement d'échelle. Et plus haut, ce sont également des échanges avec son épouse qui le confortent dans l'idée qu'il faut remettre en cause le « modèle » de l'agriculture conventionnelle.

LES EFFETS DES OPPOSITIONS

Venons-en à l'hypothèse 2B, qui met l'accent sur la définition de l'adversaire et les relations qui se développent par rapport à lui. Le premier paragraphe du cas Lebon ci-dessus illustre bien cette hypothèse puisque c'est fondamentalement le conflit avec le représentant de la firme phytosanitaire, et en particulier le déni affiché par celui-ci par rapport aux problèmes de santé de Lebon, qui amènent celui-ci à remettre en cause le modèle conventionnel.

Cette hypothèse 2B est également illustrée par le cas du viticulteur Jérôme Henner.

Cas 4 : Henner

Henner est confronté à des dégâts dans ses vignes, occasionnés par le gibier. Il se rend compte que ces dégâts sont dus aux chasseurs qui déversent de la nourriture en bordure de la forêt, en vue d'attirer le gibier : « c'est en fait une espèce d'élevage pour ensuite tirer sur les bêtes ». Il s'est battu avec la commune et avec le département pour faire cesser ce type de pratique. « Et là, ça m'a rendu attentif au fonctionnement de la société. Et donc aussi le syndicat, qui est directement responsable de ce maïs dans la forêt puisqu'ils sont signataires des accords. Et c'est là que j'ai compris que la confédération paysanne, elle est beaucoup plus proche de l'environnement. En fait, elle a, si l'on veut, un raisonnement beaucoup plus intellectuel, beaucoup plus avancé. Disons que c'est vraiment durable. Et les autres, c'est l'argent tout de suite [...] Et depuis, je représente la Confédération paysanne au niveau de la préfecture pour les histoires justement de chasse et d'environnement. Et en fait, là, j'ai

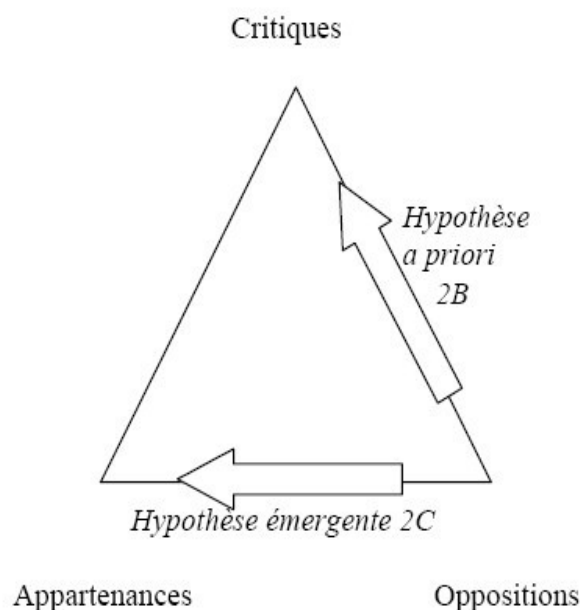
remarqué que par rapport aux associations d'environnement et de protection des oiseaux, tout ça en fait, moi je suis très proche de ces gens-là. Les autres sont en conflit avec eux ».

C'est en étant engagé dans le conflit avec les chasseurs et leurs représentants, puis avec les administrations communale et départementale, que Henner comprend le problème d'environnement auquel il est confronté (critique de l'industrialisme). La même relation d'opposition lui révèle que pour certains, ce qui compte, c'est « l'argent tout de suite » (critique du capitalisme).

DES HYPOTHÈSES ÉMERGENTES

Le même cas fait émerger une nouvelle hypothèse. À partir du conflit, Henner s'interroge sur les différents groupements que sont les syndicats, la Confédération paysanne, les associations de protection des oiseaux, etc. Manifestement, la perception qu'il a d'eux se modifie. Par exemple, il se rend compte que la confédération paysanne a un raisonnement « avancé », qu'elle prend en compte le développement durable ; il en devient un représentant. En d'autres termes, le pôle « oppositions » du schéma rétroagit ici sur le pôle « appartenances ». Outre l'hypothèse 2B posée a priori, ce troisième cas fait donc émerger une hypothèse 2C.

Figure 3: Hypothèses illustrées par le cas Henner



D'autres hypothèses encore sont induites par nos données. Nous ne tenterons pas d'en faire un relevé exhaustif, mais nous nous limiterons à une proposition supplémentaire, bien illustrée par le cas du viticulteur Franz Schmitter.

Cas 5 : Schmitter

* Schmitter est passé à la viticulture biodynamique⁴ il y a une dizaine d'années, suite au constat que les produits qu'il utilisait avaient un impact négatif sur l'environnement : « l'impression vraiment de

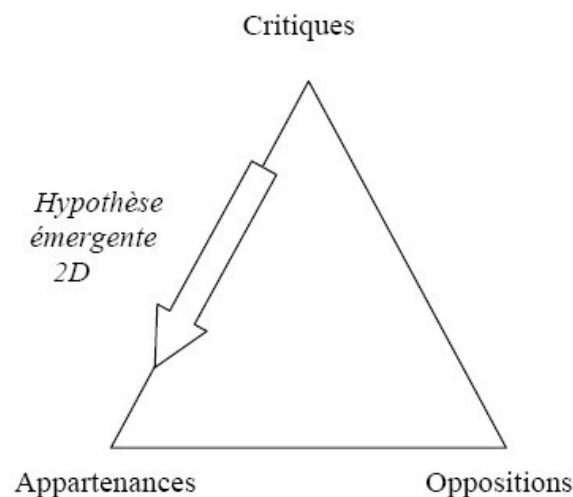
⁴ Alors que la culture biologique consiste à éviter l'emploi d'engrais chimiques et de pesticides, la biodynamie se réfère, en plus, à l'anthroposophie, un courant de pensée dû à Rudolf Steiner (1861-1925) qui cherche à redéfinir les liens entre la personne humaine et l'univers. L'anthroposophie a des implications en matière d'esthétique, de pédagogie, de médecine et, bien entendu d'agriculture, avec la biodynamie. Cette dernière consiste entre autres à maintenir la dynamique de la terre en traitant celle-ci avec des préparations faites à partir de produits naturels.

faire une bêtise chaque année en allant désherber ». À cette époque, il a suivi des stages en biodynamie, une approche qu'il a adoptée d'emblée pour toute son exploitation : elle présentait pour lui « un système de pensée qui me semblait cohérent, une autre façon de voir les choses ».

* La suite de l'entretien révélera que Schmitter a rejoint, depuis lors, le syndicat de la biodynamie : « la grande richesse que cela m'apporte, c'est qu'il n'y a pas que des viticulteurs. Il faut savoir que je suis né dans une vigne [...] Là, on est vraiment dans l'agriculture, mêlé aux maraîchers, mêlé aux éleveurs, mêlé aux gens qui font des céréales [...] On s'aperçoit qu'on est tous dans le même bateau [...], que les barrières sont en train de s'estomper, que ce n'est pas les vraies barrières en fait ». En fin d'entretien, il nous confie également qu'il pratique le bouddhisme, ce qui le met en contact avec d'autres personnes encore.

Ce qui frappe dans ce récit, c'est que, une fois adopté le « système de pensée » qu'est la biodynamie, cette philosophie a un impact profond et diversifié sur la manière dont il redéfinit ses groupes d'appartenance et dont il s'y implique. Ses perceptions se modifient : les « barrières » qu'il imaginait ne sont pas les « vraies ». Ses relations effectives se modifient tout autant : il s'implique dans le syndicat de la biodynamie, adopte la religion bouddhiste, etc. Autrement dit, le pôle « critiques » rétroagit ici sur le pôle « appartenances ».

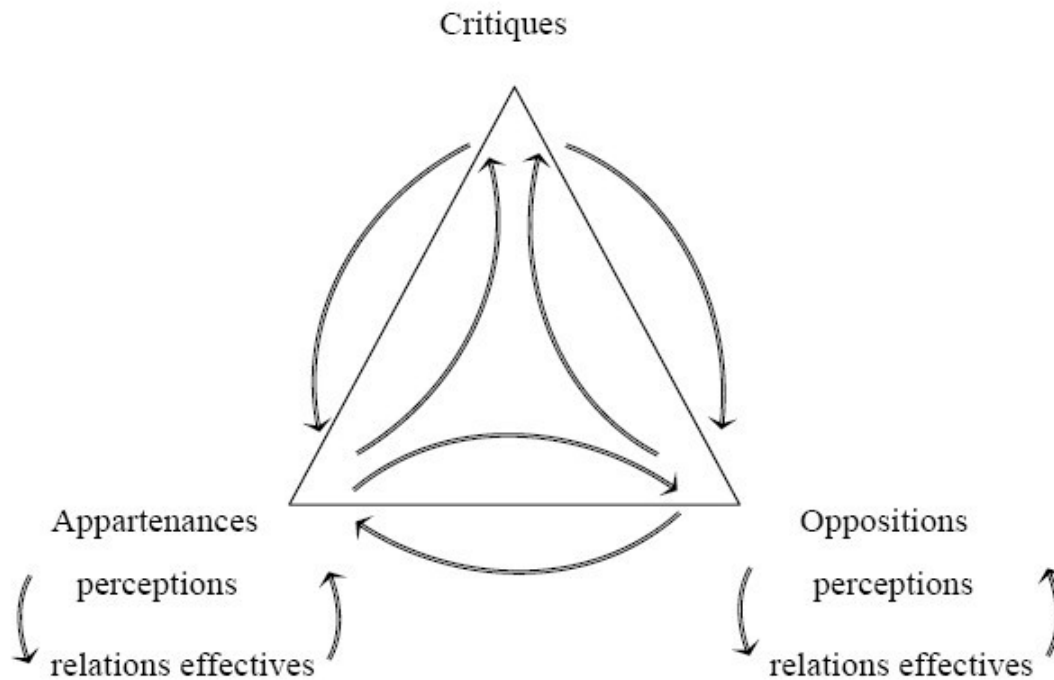
Figure 4: Hypothèse illustrée par le cas Schmitter



Ces propositions complémentaires, qu'il conviendrait d'approfondir et de compléter par d'autres, nous rendent attentifs au fait que notre hypothèse 2 relève moins d'un modèle causal, qui isole des « causes » – les pôles que nous avons dénommés « appartenances » et « oppositions » – et des « effets » – le pôle « critiques » – mais qu'il doit davantage être appréhendé comme un système dont les trois éléments interagissent les uns sur les autres (ce que nous avons représenté, à la figure 5, par les six grandes flèches du haut du schéma). Et ces rapports systémiques ne valent pas uniquement entre les trois pôles : à l'intérieur des pôles « appartenances » et « oppositions », ils valent aussi entre la composante « perception » et la composante « relations effectives » (à la même figure 5, les quatre petites flèches du bas du schéma).

Dans certaines situations, ce sont en effet les perceptions qui font bouger les relations effectives ; pensons au cas de Henner qui est amené à s'interroger sur le rôle que jouent les différents groupements (composante « perceptions ») pour s'engager ensuite dans l'un d'entre eux (composante « relations effectives »). Dans d'autres situations, par contre, ce sont les relations effectives qui font bouger les perceptions ; pensons ici au cas de Schmitter qui rejoint le syndicat de la biodynamie (composante « relations effectives ») pour ensuite se rendre compte que les « vraies barrières » ne sont là pas où on les place souvent (composante « perception »).

Figure 5: Le modèle systémique d'analyse de la dynamique des critiques



DISCUSSION DES RÉSULTATS

Cette contribution entendait expliquer les critiques, et en particulier leur dynamique. Deux hypothèses ont été explorées : la première qui met l'accent sur la réflexivité de l'acteur individuel ; la seconde qui attache de l'importance à l'implication de cet acteur dans l'action collective.

La seconde hypothèse a été privilégiée, pour plusieurs raisons : elle nous paraît moins triviale et donc mérite d'autant plus qu'on s'y attache ; elle nous semble également correspondre à davantage d'observations que la première ; et surtout, elle permet de déduire – et aussi de faire émerger du matériau – une série de propositions précises portant précisément sur la dynamique des critiques, ce qui est bien l'objet central de cette contribution.

RÉFLEXIVITÉ INDIVIDUELLE ET RÉFLEXIVITÉ COLLECTIVE

Précisons que ces deux hypothèses ne sont pas exclusives, comme cela a bien été montré dans le cas Dorval (premier cas), où certains propos de l'interviewé renvoyaient à la première, tandis que d'autres renvoyaient à la seconde.

Les deux hypothèses ne sont pas non plus tout à fait distinctes d'un point de vue conceptuel. Qu'ont-elles en commun ?

On peut retenir deux éléments.

En premier lieu, elles s'intéressent toutes les deux, à titre principal, à l'acteur individuel, même si la seconde hypothèse tend à situer celui-ci dans un contexte d'action collective et de conflits. Autrement dit, nos deux hypothèses sont de caractère microsociologique ; à ce titre, elles mériteraient d'être articulées avec des hypothèses plus macro, portant elle aussi sur la dynamique des critiques, notamment celles qui sont proposées par Boltanski et Chiapello (1999, p241-290).

En second lieu, elles intègrent potentiellement, l'une et l'autre, la notion de réflexivité. Cette notion est, bien entendu, centrale dans la première hypothèse, où elle prend la forme de la réflexivité individuelle, telle que Giddens, parmi d'autres, la conceptualise. Bien que nous n'ayons pas explicitement mentionné la réflexivité dans le cadre de la seconde hypothèse, elle y a pourtant sa place également, à condition de parler ici de réflexivité collective. La différence entre l'une et l'autre est bien mise en relief dans la critique adressée par Bagguley à Giddens. Ce chercheur observe que Giddens ne prend en compte que la réflexivité individuelle ; or, estime-t-il, « nous devons reconnaître le rôle de la réflexivité collective comme étant distincte de la réflexivité individuelle au sein des mouvements sociaux. Ces mouvements constituent des phases d'action collective et, à ce titre, impliquent un contrôle (monitoring) collectif de l'action par les individus qui s'y impliquent. Ceux-ci agissent alors réflexivement ensemble, plutôt que comme des agents isolés [...] Les mouvements sociaux sont en substance l'expression d'une réflexivité collective, et pas seulement une agrégation de, ou un espace d'expression pour la réflexivité individuelle » (Bagguley, 1999, p75-76 ; notre traduction).

LA DYNAMIQUE DES CRITIQUES : PRÉCISIONS SUR LA NOTION

Au terme de nos analyses, il est possible d'être plus précis sur ce que nous entendons par dynamique des critiques. Elle peut prendre au moins quatre formes.

1° La distinction des quatre institutions de la modernité offre une première manière de saisir la dynamique des critiques. Les critiques peuvent en effet prendre pour enjeu tantôt telle(s) institution(s), tantôt telle(s) autre(s). Ainsi, Grévisse (cas 2, paragraphe 2) nous offre un exemple où une critique de la puissance militaire vient s'adjoindre à d'autres critiques déjà en place, portant sur l'industrialisme. Dans ce cas de figure, la critique évolue dans le sens d'une plus grande complétude.

Il ne faut pas exclure d'autres cas de figure, que nous n'avons pas illustrés dans cet article : celui où le discours critique devient moins complet, en abandonnant un ou plusieurs des enjeux visés antérieurement ; ou le cas où un discours critique passe d'un enjeu à un autre, en abandonnant le premier.

2° Ces différentes évolutions que l'on peut repérer si l'on prend en compte les enjeux globaux valent aussi pour les objets plus précis des critiques. Prenons le cas des OGM qui dans un premier temps n'étaient pas présents, mais qui ensuite prennent place dans la critique de Lebon (cas 3, paragraphe 2).

3° De manière similaire, une critique peut aussi évoluer du point de vue de ce qu'on pourrait appeler son ancrage géopolitique. Dans le même extrait (cas 3, paragraphe 2), Lebon et ses collègues décident de dépasser la situation française et d'agir au niveau européen. Il n'est pas exclu que des discours critiques, à l'inverse, réduisent leur extension géopolitique, notamment pour donner à l'action une plus grande efficacité.

4° En plus de ces trois premiers critères qui prennent en compte ce qu'on peut appeler l'extension des critiques, un quatrième concerne ce qu'on peut appeler son intensité. Ainsi, on voit que la critique de Lebon se radicalise après la rencontre avec le représentant de la firme phytosanitaire (cas 3, paragraphe 1). Ceci suggère que l'intensité des critiques pourrait être liée en particulier à la dimension conflictuelle de l'action, une hypothèse qui est également illustrée dans d'autres travaux sociologiques (Coleman, 1957 ; Bourgeois et Nizet, 1995, p121-124).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bagguley Paul, « Beyond emancipation? The reflexivity of social movements » in O'Brian Martin, Penna Sue et Hay Colin (Ed.), *Theorizing Modernity: Reflexivity, Environment and Identity in Giddens' Social Theory*, Longman, New York, 1999, p.65-97.

- Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, coll. Alto, Paris, 2001, 521p. (édition originale : *Risikogesellschaft*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1986).
- Boltanski Luc et Thévenot Laurent, *De la justification*, Gallimard, coll. NRF Essais, Paris, 1991, 485p.
- Boltanski Luc et Chiapello Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, coll. NRF Essais, Paris, 1999, 843p.
- Boudon Raymond, « Action », in Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, PUF, Paris, 1992, p.21-55.
- Bourgeois Étienne et Nizet Jean, *Pression et légitimation. Une approche constructiviste du pouvoir*, PUF, coll. Sociologies, Paris, 1995, 224p.
- Coleman James S., *Community Conflict*, The Free Press, New York, 1957.
- Giddens Anthony, *La Constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, PUF, coll. Quadrige, Paris, 2005, 474p. (traduction de M. Audet, édition originale : *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, Polity Press, Cambridge ; Basil Blackwell, Oxford, 1984).
- Giddens Anthony, *Les Conséquences de la modernité, « Théorie sociale contemporaine »*, L'Harmattan, Paris, 1994, 192p. (édition originale : *The Consequences of Modernity*, Polity Press, Cambridge ; Basil Blackwell, Oxford ; Standford University Press, Standford, 1990).
- Giddens Anthony, *The Nation-State and Violence*, Polity Press, Cambridge, 1985, 399p.
- Giddens Anthony, *Modernity and Self-Identity*, Polity Press, Cambridge, 1991.
- Giddens Anthony, *Runaway World: How Globalisation is Reshaping our Lives*, Routledge, Chapman et Hall, New York, 2003, 104p.
- Lipiansky Edmond-Marc, *Identité et communication. L'expérience groupale*, PUF, coll. Psychologie sociale, Paris, 1992, 262p.
- Mintzberg Henry, *Le pouvoir dans les organisations*, éditions d'Organisation/Agence d'Arc, Paris/Montréal, 1986, 679p. (édition originale : *Power in and around Organizations*, Prentice-Hall, 1983).
- Nizet Jean, *La sociologie de Anthony Giddens*, La Découverte, coll. Repères, Paris, 2007, 117p.
- Touraine Alain, *Sociologie de l'action*, Seuil, Paris, 1965, 507p.
- Touraine Alain, *Production de la société*, Seuil, Paris, 1973, 543p.